

**DOCUMENT
PROVISoire**

19/05/25

MAI 2025

REVISION ALLEGEE N°7 PLUI

Communauté de communes du Mayenne communauté

NOTICE DE PRESENTATION, RESUME NON TECHNIQUE ET EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
ELEMENT DE CONTEXTE ET CHOIX DE LA PROCEDURE	4
I. Préambule	4
II. Les objectifs poursuivis par la procédure	5
III. Choix de la procédure	5
IV. Le calendrier et le déroulement de la procédure	6
V. Le contenu du dossier de révision allégée	7
RESUME NON TECHNIQUE	8
I. Présentation générale et méthodologie	8
II. Etat initial de l'environnement et évaluation des incidences de la procédure sur l'environnement et mesures envisagées	10
III. Articulation et compatibilité avec les documents de rang supérieur	11
IV. Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000	12
V. Indicateurs de suivi	12
CONTEXTUALISATION ET JUSTIFICATIONS DES ADAPTATIONS APORTEES AU PLUI	13
I. Présentation et justification des projets nécessitant des adaptations du PLUi	13
II. Contexte réglementaire et législatif justifiant le recours à la procédure de révision allégée	16
PRESENTATION DES EVOLUTIONS APORTEES AU PLUI	18
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	20
I. Présentation générale	20
II. Etat initial de l'environnement, évaluation des incidences de la procédure sur l'environnement et mesures envisagées	23
III. Démarche itérative mise en place	32
IV. Articulation et compatibilité avec les documents de rang supérieur	33
V. Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000	42
VI. Indicateurs de suivi	45

ELEMENT DE CONTEXTE ET CHOIX DE LA PROCEDURE

I. Préambule

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est un document de planification qui régit l'occupation des sols. Il détermine les règles de constructions applicables sur l'ensemble du territoire intercommunal en identifiant les éléments de paysages, espaces verts, patrimoine, les diverses servitudes...

Il s'agit également d'un document de synthèse des choix d'aménagement et de développement du territoire :

- un outil de mise en cohérence des politiques locales : urbanisme, habitat, mobilité, environnement... ;
- un outil de planification et de prospective qui prévoit et organise le développement du territoire ;
- un outil de protection et de mise en valeur du territoire qui prend en compte les enjeux liés à l'environnement agricole, naturel et urbain et assure leur valorisation et/ou leur protection réglementaire ;
- un outil de réglementation de l'usage et de l'occupation des sols (instruction des autorisations d'urbanisme) : il concerne toutes les parcelles, qu'elles soient privées ou publiques.

Le PLUi est constitué de différentes pièces dont certaines ont un caractère réglementaire et opposable aux tiers lors des demandes d'autorisation d'urbanisme : toutes les constructions, installations ou aménagement doivent être conformes aux dispositions instituées par le règlement, ou compatibles avec les principes définis dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) définissent les principes d'aménagement de quartiers ou secteurs d'extension urbaine, et les orientations en matière d'environnement.

Le règlement (écrit et graphique) détaille les dispositions d'urbanisme et les possibilités de construction sur le territoire, préalablement divisé en zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles et forestières (N). Ces trois pièces doivent être lues de manière simultanée pour appréhender avec précisions l'ensemble des droits à construire applicables à une parcelle.

Le rapport de présentation dresse un état des lieux de la situation existante et des perspectives d'évolution. Il explique et justifie les choix réalisés dans le cadre de l'élaboration ou de la révision du PLUi. Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) définit les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 10 à 12 années à venir.

Les annexes regroupent des informations relatives à l'occupations des sols (servitudes d'utilité publique, zonage d'assainissement, pollution des sols...).

Le rapport de présentation et le PADD ne sont pas directement opposables pour la délivrance d'une autorisation d'urbanisme. Ils permettent de détailler les choix ayant conduit à l'élaboration, la révision ou la modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et synthétiser les informations permettant de comprendre l'application du présent document.

Le PLUi n'est pas un document figé dans le temps, mais un processus continu qui doit accompagner l'évolution du territoire en tenant compte des mouvements démographiques, économiques ou environnementaux.

Ces évolutions, prises en compte au travers de procédures de modification (simplifiée ou de droit commun) ou de révisions (allégées ou générales), permettent d'ajuster et d'adapter le document d'urbanisme dans le respect de ses orientations fondamentales définies, notamment, par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Les procédures de révisions allégées sont habituellement destinées, selon les besoins identifiés à :

- Accompagner le développement du territoire par la mise en œuvre de nouveaux projets pouvant conduire à la réduction d'une zone naturelle, agricole ou d'un espace boisé classé ou de toutes protections édictées en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.
- Traduire les nouveaux projets dans un processus itératif avec les procédures opérationnelles associées, au travers notamment de règlement ou d'orientations d'aménagement et de programmation spécifiques pour la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC).

Depuis son approbation le 4 février 2020, le PLUi a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Une modification simplifiée n°1 afin de corriger des erreurs matérielles de zonage sur la ville de Mayenne et approuvée le 31 mars 2022
- Une modification n°1 (de droit commun) d'ampleur pour ajuster de nombreux points du PLUi sur l'ensemble des pièces opposables. Cette procédure a été approuvée le 9 février 2023.
- Une révision allégée n°1 pour créer un STECAL sur la commune de Parigné-sur-Braye et approuvée le 18 septembre 2024.

Une procédure de révision allégée n°6 a été prescrite par délibération du conseil communautaire en date du 24 avril 2025. Conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, les évolutions envisagées n'ont pas pour effet de changer les orientations définies par le PADD, mais uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ni de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

En parallèle de cette procédure d'autres sont conduites dont une modification de droit commun et des révisions allégées sur d'autres sujets.

II. Les objectifs poursuivis par la procédure

À la suite de l'enquête publique et de l'approbation du PLUi en février 2020, Mayenne Communauté a reçu plusieurs demandes de création de STECAL pour répondre à des projets ponctuels et isolés au sein des zones agricoles et naturelles du PLUi.

La présente procédure vise à répondre à une demande de projet portant sur une activité existante touristique et de loisirs alliant aussi protection des animaux. L'intégration de ce sujet dans une procédure dédiée s'est faite après la mise en place d'une démarche de sélection des projets répondant aux ambitions que se sont fixées les élus dans le cadre du document d'urbanisme (compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables).

III. Choix de la procédure

Le projet de Révision allégée n°7 du PLUi reste compatible avec les orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et ne vient pas en changer les orientations, seule condition préalable au lancement de cette procédure.

Les évolutions portées par cette procédure concernent la création d'un seul STECAL pour prendre en compte une activité existante de ferme pédagogique et de refuge pour animaux isolée en campagne. Les orientations du projet d'aménagement et de développement durables contiennent des dispositions visant à « *faire du tourisme un levier économique du territoire* » (axe I, point 4) notamment en valorisant les potentiels offerts par la diversité du territoire avec le développement de l'itinérance, le patrimoine et l'eau grands axes de la stratégie de développement touristique portée par Mayenne Communauté. D'autre part, le territoire se laisse la possibilité de « poursuivre les actions dans les domaines de la culture, des sports et des loisirs » (axe II, point 6).

Ainsi, la présente procédure de révision allégée du PLUi engagée ne vient pas remettre en cause les orientations du PADD.

Dès lors cette adaptation du PLUi s'inscrit dans le champ d'application des articles L.153-34 et L.153-35 du Code de l'urbanisme et donc de la procédure de révision dite « allégée » du document d'urbanisme et non de la révision dite « générale ».

IV. Le calendrier et le déroulement de la procédure

Est détaillée ci-dessous le planning et le déroulé de la révision allégée n°7 du PLUi. Quatre grandes étapes jalonnent cette procédure.

1 - Le lancement de la procédure et la concertation préalable

La procédure de révision est engagée à l'initiative du conseil communautaire qui établit le projet de révision allégée et les objectifs poursuivis par délibération.

La procédure de révision allégée n°7 est soumise à une évaluation environnementale sans passer par un examen au cas par cas puisque le périmètre du STECAL est d'environ 5ha.

La délibération du conseil communautaire définit également les modalités de la concertation préalable avec la population. Avant de passer à l'étape numéro 2, une nouvelle délibération vient tirer le bilan de cette concertation.

2 - La transmission du dossier de révision aux personnes publiques avant l'ouverture de l'enquête publique

Ainsi qu'il résulte des articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme et R.333-14 du code de l'environnement, le projet de révision allégée doit être notifié avant ouverture de l'enquête publique aux personnes publiques.

De même, au titre de l'article R.104-12 du code de l'urbanisme, la procédure de révision allégée n°7 du PLUi n'est pas soumise d'office à évaluation environnementale. Cependant, comme précisé précédemment, il a été choisi de partir directement en évaluation environnementale sur cette procédure. Elle fait donc partie de ce présent document (dernière partie).

3 - L'enquête publique

Le Président prend un arrêté d'ouverture de l'enquête publique et publie dans deux journaux locaux, l'avis d'ouverture de l'enquête publique sur la révision du PLUi (15 jours au moins avant le début de l'enquête, puis dans les 8 premiers jours de celle-ci). De même, un affichage réglementaire doit être effectué. L'enquête est conduite conformément aux dispositions réglementaires générales. Le commissaire enquêteur rend son rapport et ses conclusions dans un délai maximum de 1 mois.

4 - L'approbation de la révision

À l'issue de l'enquête publique, le dossier de révision du PLUi, éventuellement adapté pour tenir compte des avis des PPA et des résultats de l'enquête, est approuvé par délibération du Conseil Communautaire. La délibération d'approbation de la révision du PLUi et les mesures de publicité marquent l'achèvement de la procédure.

Le présent document constitue un avenant au rapport de présentation issu du plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 4 février 2020. Il constitue le Rapport de présentation de la 7^{ème} révision allégée du PLUi. Il répond aux exigences de l'article R.151-5 du Code de l'urbanisme qui dispose « *qu'en cas de révision, [...] le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés* ».

V. Le contenu du dossier de révision allégée

Conformément aux obligations par le Code de l'Urbanisme, le dossier de révision comporte les pièces suivantes :

- La présente notice complémentaire au Rapport de présentation du PLUi en vigueur qui expose les motifs des changements apportés par la révision ;
- Le plan de zonage (règlement graphique) modifié, faisant notamment apparaître, selon les besoins de l'évolution concernée, les modifications des limites de zone et des prescriptions graphiques ;
- Le règlement écrit modifié intégrant les évolutions visées et justifiées dans la notice de présentation.

RESUME NON TECHNIQUE

Ce résumé non technique reprend les différents éléments composant les évolutions du PLUi et l'évaluation environnementale de la procédure de révision allégée n°7 du PLUi de Mayenne Communauté. Il permet de résumer en quelques pages les principales conclusions qui ressortent des évolutions et de l'évaluation environnementale de la procédure de révision allégée du document d'urbanisme. L'évaluation environnementale porte uniquement sur les impacts de la procédure d'évolution du document, conformément à la possibilité laissée par l'article L.104-3 du Code de l'Urbanisme.

I. Présentation générale et méthodologie

Cette partie présente le territoire concerné et décrit l'objet de la Révision allégée (RA) n°7 du PLUi. Elle liste les objets de la RA et les pièces concernées. La méthodologie mise en place pour réaliser l'évaluation environnementale est aussi détaillée dans cette partie.

a. Présentation du territoire

Mayenne Communauté, localisée au centre-nord du département de la Mayenne regroupe 33 communes pour une population de presque 37 000 habitants en 2022 et une superficie de 621 kilomètres carrés s'étendant de la commune de Sacé située en deuxième couronne de l'agglomération Lavalloise jusqu'à Thubœuf au nord en limite du département de l'Orne. Le territoire dispose d'un patrimoine naturel riche caractérisé par un bocage dense et préservés, une trame bleue marquée par le passage de la rivière Mayenne et la présence du Lac de Haute Mayenne. En plus, l'intercommunalité profite d'un patrimoine historique riche composé de nombreux châteaux à Mayenne et Lassay notamment, d'un important site Gallo-Romain à Jublains et une labellisation en tant que pays d'art et d'histoire influençant grandement son attractivité touristique. Enfin en tant que sous-préfecture du département, Mayenne dispose d'un socle conséquent d'équipements et services (hôpital, pôle culturel, etc.) et d'un tissu d'activités économique, le deuxième plus important à l'échelle départementale.



Les communes composant Mayenne Communauté - Source : site internet de l'intercommunalité

La présente procédure de révision allégée n°7 concerne uniquement la commune de Champéon.

b. Présentation des projets retenus

Mayenne Communauté a souhaité lancer cette procédure de révision allégée du PLUi pour permettre la création d'un STECAL pour activité spécifique pouvant jouer un rôle dans le rayonnement du territoire.

Au lieu-dit le Petit Goupillé sur la commune de Champéon au Sud-Est du bourg se trouve une ferme pédagogique faisant également office de refuge pour animaux. L'activité prend place au sud de l'ensemble bâti dans un cadre verdoyant et vallonné propice à la balade et au ressourcement. L'établissement géré par une association recueille uniquement les animaux de ferme issus de sauvetage, abandon, sortis d'abattoir, retraités ou handicapés... afin de leur offrir une seconde vie. En plus de cette activité, l'association s'est donnée pour objectif de sensibiliser le public au respect et au bien-être des animaux, en développant un volet ferme pédagogique. L'accueil du public avec la mise en place d'activités spécifiques permet de financer l'accueil et les soins des animaux recueillis sur place.

La création d'un STECAL sur ce secteur permettra une prise en compte de cette activité essentielle de défense des animaux et qui participe également, avec son volet ferme pédagogique, au rayonnement du territoire. Les besoins sont aujourd'hui multiples sur cet espace créé au moment de la finalisation du PLUi et qui n'a pas fait l'objet d'un STECAL :

- En premier lieu prendre en considération l'existant à savoir essentiellement des enclos et abris pour animaux qui se sont développés directement au sud du lieu-dit.
- Puis dans un second temps permettre le développement des capacités d'accueil de nouveaux animaux sur le site, avec l'acquisition en 2024 d'un certificat pour accueillir des animaux sauvages.
- Mais également le maintien des exigences de sécurité liées à l'accueil du public sur site qui participe pour grandement au financement des actions menées par l'association et aux soins prodigués aux animaux.

c. Les évolutions du document d'urbanisme

Mayenne Communauté a approuvé son PLUi le 4 février 2020. Au titre de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme intercommunal délimite au sein des zones agricoles, naturelle ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés des constructions. Ces STECAL sont délimités graphiquement et le règlement apporte des précisions concernant les hauteurs, les implantations et la densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Le STECAL délimité au lieu-dit le Petit Goupillé prend en compte l'unité foncière occupée par l'activité avec des espaces d'enclos clôturés et des petites constructions correspondant à des abris pour animaux (directement au sud de la parcelle ZK154). A l'Est de ces espaces se trouve une partie de l'unité foncière plus vallonnée et boisée sur laquelle il n'est pas souhaitable que l'activité se développe, ce futur espace de développement, si un jour il est nécessaire devra se faire sur la partie Ouest de la parcelle plus propice à l'installation d'enclos et d'abris pour animaux.

La modification envisagée induit la création du STECAL CP4 sur une partie de la parcelle ZK 154 (exclusion de la partie Est boisée et avec un fort dénivelé) incluses au sein d'un zonage A (zone agricole) sur une superficie d'environ 5 hectares.

d. Méthode d'évaluation environnementale

La procédure de Révision allégée n°7 du PLUi de Mayenne Communauté concerne la création d'un STECAL pour une activité existante et le territoire de Mayenne Communauté n'est pas concerné par un site Natura 2000. La superficie totale du STECAL induite par la révision allégée n°7 est d'environ 5 ha. **Cette procédure est donc soumise à une évaluation environnementale systématique.**

L'évaluation environnementale a pour rôle d'identifier les impacts des modifications règlementaires prévues par la procédure et doit, le cas échéant, orienter le projet de manière à éviter ou réduire ces impacts.

Pour ce faire, un travail en plusieurs étapes est mis en place :

1. Identification des caractéristiques du territoire et des sites concernés par la révision allégée (RA) et identification des incidences potentielles ;
2. Identification des objets de la RA qui nécessitaient une évaluation environnementale ;
3. Identification de mesures permettant de limiter les incidences potentielles, dans le cadre de la démarche ERC (Eviter, Réduire, Compenser) sur les seuls objets qui le nécessitent.

Cette démarche a été réalisée en mai 2025 avec les études et connaissances disponibles à cette période.

II. Etat initial de l'environnement et évaluation des incidences de la procédure sur l'environnement et mesures envisagées

Cette partie s'attache à la description des enjeux du site et des incidences de la RA n°7 sur les différentes thématiques et les mesures d'évitement et de réduction envisagées.

Thématique	Enjeux environnementaux	Incidences potentielles	Mesures ERC
Paysage, patrimoine et cadre de vie	<ul style="list-style-type: none">• Espace agricole	Consommation d'espaces potentielle	Une mesure d'évitement et 3 mesures de réduction sont mises en place pour limiter l'impact du STECAL sur les espaces agricoles
Biodiversité et Trame Verte et Bleue	<ul style="list-style-type: none">• Se situe à 550 m d'une ZNIEFF de type 2 et à 1,3km d'une ZNIEFF de type 1• Se situe au sein d'un réservoir de biodiversité lié à une zone à très forte densité de bocage• Se situe en limite (au Sud) d'un réservoir de biodiversité lié à la sous-trame boisée	Impact indirect potentiels sur les continuités écologiques se trouvant à proximité	<p>Sous la forme de deux mesures d'évitement, le périmètre du STECAL a été revu pour ne pas impacter le boisement, le plan d'eau et une partie d'une haie bocagère.</p> <p>Deux mesures de réduction ont été ajoutées afin de limiter les incidences indirectes potentielles sur les milieux écologiques.</p>
Risques et nuisances	<ul style="list-style-type: none">• Est concernée par un risque de feu de forêt (risque à l'échelle de la commune)• Se trouve à proximité d'un captage d'eau potable (en	Aucune incidence attendue	/

	dehors du périmètre de protection)		
Sobriété territoriale	<ul style="list-style-type: none"> Aucun enjeu identifié 	Aucune incidence attendue	/

III. Articulation et compatibilité avec les documents de rang supérieur

Cette partie décrit les documents cadres avec lesquels la RA n°7 du PLUi (et non le PLUi puisqu'il a déjà été soumis à évaluation environnementale) doit être compatible et ceux qu'elle doit prendre en compte.

Conformément aux articles L.131-4 à L.131-7 du Code de l'Urbanisme, l'évaluation environnementale doit contenir une description de l'articulation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal avec les documents avec lesquels il a une obligation de compatibilité ou de prise en compte. La liste de ces documents varie selon la présence ou non d'un SCoT sur le territoire en question. En effet, le SCoT étant lui-même compatible avec des documents de rangs supérieurs, le PLUi à travers sa compatibilité avec le SCoT sera de manière indirecte compatible avec les documents de rangs supérieur.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Mayenne Communauté a été approuvé le 14 mars 2019. Lors de l'élaboration du PLUi, un certain nombre de documents-cadres étaient intégrés au SCoT. En 2025, pour la procédure de révision allégée n°7, la majeure partie des documents-cadres d'ordre supérieur au SCoT a été révisée depuis 2019. Seul le SAGE Mayenne, approuvé le 14 décembre 2014 est intégré au SCoT de Mayenne Communauté. En vérifiant la compatibilité avec le SCoT, la procédure de révision allégée n°7 vérifie la compatibilité avec le SAGE Mayenne sans besoin de faire une analyse spécifique de ce document-cadre.

Ainsi, selon la liste des documents supérieurs détaillées ci-dessous, la révision allégée n°7 doit être compatible et prendre en compte :

Documents cadres	Date d'approbation
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Pays de la Loire	7 février 2022
Schéma de Cohérence Territoriale de Mayenne Communauté	14 mars 2019
Programme Local de l'Habitat 2018-2023, prorogé de deux ans	Septembre 2018 (en cours de révision)
Plan Climat Air Energie Territorial 2021-2026	23 septembre 2021
Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Loire Bretagne 2022-2027	15 mars 2022
SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) Loire Bretagne 2022-2027	18 mars 2022
Charte du Parc Naturel Régional Normandie Maine 2024-2039	<i>en cours d'approbation depuis avril 2024</i>
Schéma Régional des Carrières (SRC) des Pays de la Loire	6 janvier 2021

Ainsi, l'analyse suivante permet uniquement de vérifier que **la procédure de révision allégée n°7** ne remet pas en question la compatibilité et la prise en compte des documents d'ordre supérieur.

IV. Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000

*Cette partie permet de décrire les sites Natura 2000 présents à proximité du territoire de Mayenne Communauté, et d'identifier les potentielles incidences et mesures à mettre en place. **Le territoire de l'intercommunalité ne comprenant pas de site Natura 2000.***

Les sites Natura 2000 les plus proches du territoire sont les suivants :

- Bocage de Montsûrs à la forêt de Sillé-le-Guillaume (FR5202007) – ZSC
- Bocage de la forêt de la Monnaie à Javron-les-Chapelles (FR5202006) – ZSC
- Forêt de Multonne, corniche de Pail (FR5200640) – ZSC
- Corniche de Pail, forêt de Multonne (FR5212012) – ZPS
- Bassin de l'Andainette (FR2500119) – ZSC
- Combles de la chapelle de l'Oratoire de Passais (FR2502011) – ZSC.

L'évaluation environnementale conclue que la procédure ne porte pas d'atteintes significatives sur les sites Natura 2000 les plus proches de Mayenne Communauté.

V. Indicateurs de suivi

Cette partie décrit les critères, indicateurs et modalités qui peuvent être mis en jour ou mis en place pour le suivi et l'analyse des résultats de l'application de la RA n°7.

L'évaluation environnementale de la Révision allégée n°7 cible 4 indicateurs en lien avec les modifications apportées au document d'urbanisme, et qui sont déjà présents dans les indicateurs de suivi de l'évaluation environnementale du PLUi en vigueur :

- Surfaces agricoles utiles
- Surfaces des réservoirs et corridors écologiques
- Linéaire et densité du bocage
- Evolution de l'occupation des sols

CONTEXTUALISATION ET JUSTIFICATIONS DES ADAPTATIONS APPORTEES AU PLUi

La présente partie a vocation à exposer et justifier les évolutions apportées par la présentation du projet développé par le territoire, l'identification des points de blocage existants au sein du document d'urbanisme expliquant le recours à la présente procédure ainsi que la compatibilité des évolutions effectuées avec les orientations posées dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

I. Présentation et justification des projets nécessitant des adaptations du PLUi

Mayenne Communauté a souhaité lancer cette procédure de révision allégée n°7 du PLUi pour permettre la création d'un STECAL afin de conforter une activité spécifique pouvant jouer un rôle dans le rayonnement du territoire.

Au lieu-dit le Petit Goupillé sur la commune de Champéon au Sud-Est du bourg se trouve un ferme pédagogique faisant également office de refuge pour animaux. L'activité prend place au sud de l'ensemble bâti dans un cadre verdoyant et vallonné propice à la balade et au ressourcement. L'établissement géré par une association recueille uniquement les animaux de ferme issus de sauvetage, abandon, sortis d'abattoir, retraités ou handicapés, ... afin de leur offrir une seconde vie. En plus de cette activité l'association s'est donnée pour objectif de sensibiliser le public au respect et au bien-être des animaux, en développant un volet ferme pédagogique. L'accueil du public avec la mise en place d'activités spécifiques permet de financer l'accueil et les soins des animaux recueillis sur place.



Localisation du site par rapport au bourg de Champéon

La création d'un STECAL sur ce secteur permettra une prise en compte de cette activité essentielle de défense des animaux et qui participe également, avec son volet ferme pédagogique, au rayonnement du territoire. Les besoins sont aujourd'hui multiples sur cet espace créé au moment de la finalisation du PLUi et qui n'a pas fait l'objet d'un STECAL. En premier lieu prendre en considération l'existant à savoir essentiellement des enclos et abris pour animaux qui se sont développés directement au sud du lieu-dit. Puis dans un second temps permettre le développement des capacités d'accueil de nouveaux animaux sur le site, avec l'acquisition en 2024 d'un certificat pour accueillir des animaux sauvages. Mais également

le maintien des exigences de sécurité liées à l'accueil du public sur site qui participe pour grandement au financement des actions menées par l'association et aux soins prodigués aux animaux.



Vue aérienne du lieu-dit Petit Goupillé avec développement des structures d'accueil des animaux directement au sud, en rouge l'unité foncière de l'activité



Superposition avec le zonage en vigueur du PLUi

En matière de droits à construire, il s'agit de permettre l'adaptation des espaces déjà occupés en restant sur une typologie de constructions proche de l'existant, à savoir abris pour animaux et espaces de stockage pour le matériel et les fourrages. Ces droits à construire s'inscrivent pleinement dans le maintien du caractère agricole et naturel des lieux. En effet, la consultation de l'OCSGE 2022 permet de voir qu'une large partie de l'unité foncière (parcelle ZK 154) reste actuellement considérée avec un usage agricole sauf pour la partie bâtie constituant le lieu-dit du Petit Goupillé (*cf extrait ci-dessous*).

En plus de cette prise en compte de l'existant et comme expliqué auparavant, le développement des capacités d'accueil pourrait se faire sur la partie Ouest de la parcelle ZK154 et non à l'Est en raison du dénivelé et de la végétation plus importante. Ainsi le périmètre le plus pertinent et moins impactant du futur STECAL s'inscrit sur les espaces déjà occupés de la parcelle et la partie Ouest en excluant la partie Est. Ce périmètre reste en grande partie à usage agricole au niveau de l'OCS (*cf extrait ci-dessous*) mais sans faire l'objet d'une activité agricole, l'ensemble de la parcelle n'étant pas déclaré au RPG après consultation des millésimes disponibles sur le Géoportail (2007 à 2023). Toutefois, pour maintenir le caractère agricole et naturel, il sera nécessaire d'adapter les droits à construire du futur STECAL avec des constructions éparées et limitées en surface comme c'est le cas sur les enclos déjà existants.



Superposition du secteur avec l'OCSGE 2022 usage



Extrait de la photo aérienne et du registre parcellaire graphique (RPG) 2023

II. Contexte réglementaire et législatif justifiant le recours à la procédure de révision allégée

Mayenne communauté a approuvé son PLUi en 4 février 2020. Dans le cadre du règlement écrit le PLUi a fait le choix de ne pas délimiter de nouvelles zones au règlement graphique mais de mettre en place une prescription graphique visant à définir pour chaque STECAL sa destination (les types de constructions et installations autorisées sous condition), son emprise au sol maximum et sa hauteur maximale au faitage. Ainsi, contrairement à une majorité de plans locaux d'urbanisme, Mayenne Communauté peut définir de manière spécifique les droits à construire de chaque STECAL sans pour autant devoir multiplier le nombre de zones.



SC2	Sacé	3,19	Site d'hébergement insolite	Hébergement, logement sur structure légère (de type Cabane perchées par exemple)
Sacé	SC2	Site d'hébergement insolite (cabanes perchées)	200	
Dispositions applicables dans les STECAL : la hauteur maximum est fixée à 12 m, sauf pour les abris de jardin (5 m maximum) et dans les cas suivants :				

Extrait du plan de zonage et du règlement écrit permettant d'identifier les dispositions applicables à chaque STECAL

Ces secteurs ont vocation à suivre les dispositions de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme. La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR a intégré la notion du caractère exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) tel que défini à l'article L151-13 du code de l'urbanisme :

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs »

Ce qui laisse la possibilité au règlement de délimiter des STECAL pour des activités existantes et isolées en campagne, sous réserve de prévoir des dispositions sur la hauteur, l'implantation et la densité des constructions, ainsi que leurs conditions de raccordement aux réseaux.

Le règlement écrit s'est ainsi attaché à définir des dispositions spécifiques en lien avec les constructions autorisées dans les secteurs qualifiés de STECAL notamment pour en limiter la hauteur et l'emprise au sol et comme présenté dans l'extrait ci-dessus.

Le projet détaillé dans la partie précédente doit donc faire l'objet de dispositions spécifiques permettant de répondre aux besoins mais également de garantir son insertion sans impacts pour l'environnement naturel et agricole dans lequel il s'insère. Ainsi les articles suivants du règlement écrit devront être complétés :

- L'article A2 fixant la liste des destinations autorisées sous condition dans le STECAL. Cette évolution permettra de structurer la liste des destinations et ainsi mieux cadrer celles qui sont autorisées et celles à interdire pour être plus cohérent avec les besoins. L'objectif étant de permettre uniquement des abris pour animaux et les espaces de stockage nécessaires ainsi que toute constructions et installations nécessaire à l'accueil du public.
- L'article A7, afin de mieux cadrer les dispositions liées à l'emprise au sol. Pour s'intégrer pleinement dans les dispositions prévues par l'article L151-13 du code de l'urbanisme, il faut prévoir une emprise maximale pour chaque type de construction (abris pour animaux notamment) mais également une enveloppe maximale intégrant toutes les installations et les équipements nécessaires pour conserver une faible emprise de construction sur la zone et maintenir l'aspect épars des constructions, essentiel au maintien du caractère agricole et naturel.
- L'article A8 sur la hauteur, qui doit également être adaptés pour limiter la hauteur des futures constructions et installations. Les constructions existantes présentent une faible hauteur, cette caractéristique doit être conservée et adaptée aux besoins.

Les dispositions réglementaires du STECAL ont été définies en prenant en compte ces différents aspects du projet mais également les contraintes réglementaires listées ci-dessus.

PRESENTATION DES EVOLUTIONS APPORTEES AU PLUI

Afin de répondre au mieux aux besoins identifiés dans le cadre du projet de STECAL, délimité au plan de zonage et garantir le respect des dispositions prévues à l'article L151-13 du code de l'Urbanisme, il est nécessaire d'intégrer des dispositions réglementaires spécifiques pour 3 articles applicables à la zone agricole et justifiées dans la partie précédente du document.

De même, dans l'objectif d'adapter le zonage, de manière à permettre la création du STECAL, une évolution du règlement graphique est nécessaire.

Au règlement graphique :

La modification envisagée induit la création du STECAL CP4 sur une partie de la parcelle ZK 154 (exclusion de la partie Est boisée et avec un fort dénivelé) incluses au sein d'un zonage A (zone agricole) sur une superficie d'environ 4,7 hectares.



Extraits du plan de zonage avant modification



Extraits du plan de zonage après modification

Au règlement écrit :

Les différents tableaux présentant les droits à construire affectés au STECAL créé sont complétés en prenant en compte les rédactions et paramètres suivants

Destination (article 2)	Constructibilité supplémentaire maximum autorisée sur l'ensemble du périmètre (m²) (article 7)	Hauteur (article 8)
Abris pour animaux Entrepôt lié au fonctionnement de l'activité Construction légère ou installation pour l'accueil du public	1 500 m² au total 100 m² maximum pour chaque abris pour animaux 200 m² maximum <u>pour 1 entrepôt</u>	6 mètres

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

I. Présentation générale

a. Contexte réglementaire

La procédure de Révision allégée n°7 du PLUi de Mayenne Communauté concerne la création d'un STECAL pour une activité existante. Cette révision allégée est soumise à évaluation environnementale systématique à la suite du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021.

A noter, d'après ce décret, les procédures de RA sont soumises à évaluation environnementale systématique lorsqu'elles permettent la réalisation de travaux affectant de manière significative un site Natura 2000, ou lorsqu'elles sont assimilables à une évolution majeure (superficie totale supérieure à un dix-millième de ce territoire ou supérieure à 5 ha pour un PLUi), ou lorsqu'après examen au cas par cas ad hoc, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Le territoire de Mayenne Communauté n'est pas concerné par un site Natura 2000. La superficie totale de l'objet de la révision allégée n°7 est de 5 ha. Cette procédure est donc soumise à évaluation environnementale. De plus, cette révision allégée n'est pas la seule procédure de modification du PLUi lancée en parallèle en avril 2025. 6 autres procédures (une modification et plusieurs autres révisions allégées) sont en cours et seront-elles aussi soumises à évaluation environnementale directement.

L'évaluation environnementale doit être composée des éléments suivants, au titre de l'article R.104-18 du code de l'urbanisme :

“1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.”

b. Méthodologie de l'évaluation environnementale

La méthode utilisée pour établir cette évaluation environnementale a consisté en la définition, pour chacun des thèmes de l'environnement, de critères susceptibles de permettre l'appréciation progressive et objective des incidences de la procédure. L'objectif n'était pas de repartir d'une feuille blanche mais de poursuivre les évaluations environnementales menées du le territoire de Mayenne Communauté (évaluation environnementale du PLUi, de la Modification n°1, de la Révision allégée n°1...) afin d'apporter de la cohérence et un réel suivi dans le temps de la prise en compte des enjeux environnementaux dans l'aménagement du territoire.

Ainsi, la collecte des données a principalement été menée à partir de l'État Initial de l'Environnement du PLUi actuel (2016-2017 d'un PLUi approuvé en 2020). Il a été complété et mis à jour à partir de la consultation via les sites internet des services de l'administration et de divers organismes (DREAL, Institut National de Protection de la Nature (INPN), Géorisques...). Cela a permis d'avoir une vision d'ensemble de la révision allégée du PLUi.

Le rappel de ces enjeux, cartographiés, a permis d'assurer une analyse croisée des enjeux environnementaux au regard des objets de la révision allégée. En outre, de cette analyse croisée, des incidences négatives éventuelles ont pu être établies. Ces incidences ont été évaluées selon 4 grandes thématiques permettant une lecture facilitée :

- Paysage, patrimoine et cadre de vie
- Biodiversité et milieux naturels
- Risques et Nuisances
- Sobriété territoriale (incluant la gestion des eaux, le climat /énergie et la gestion des déchets).

Les sources de données utilisées pour cette mise à jour de 2025 sont les suivantes :

1. Paysage et patrimoine

- Occupation du sol : OCSGE 2022 / RPG 2023
- Monuments historiques, SPR : GPU, 2025
- Sites inscrits, sites classés : DREAL, 2025
- Patrimoine géologique : INPN, 2025
- Zone de présomption de prescription archéologique : Atlas des patrimoines, 2025

2. Biodiversité et milieux naturels

- Site Natura 2000, ZNIEFF : INPN, 2025
- ENS : INPN, 2025

3. Gestion de la ressource en eau

- Captage d'eau potable : ARS Pays de la Loire, 2025

4. Energie et sobriété territoriale

- Consommation énergétique, émission de gaz à effet de serre et production d'énergie renouvelable : Tableau de bord [Air Pays de la Loire](#) TEO, 2022

5. Hygiène, santé et sécurité

- Basias, Basols : DREAL, 2023
- SIS : DREAL, 2020
- ICPE : DREAL, 2018
- Infrastructures de transport terrestre : [Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement \(PPBE\)](#)

6. Risques et nuisances

- Risques naturels et technologiques : Dossier Départemental des Risques Majeurs 53, édition 2023

L'évaluation environnementale de la procédure de révision allégée du PLUi se concentre sur les incidences potentielles de modification de zonage sur l'environnement et la façon de limiter ces incidences grâce aux outils d'urbanisme mobilisables dans le cadre d'un PLUi.

L'évaluation environnementale a pour rôle d'évaluer la prise en compte des enjeux environnementaux dans le document d'urbanisme et le cas échéant, de proposer des mesures d'évitement et de réduction afin de limiter les impacts environnementaux de la procédure.

Au vu des enjeux relevés, les incidences sur l'environnement ont été définies et des mesures d'Evitement, de Réduction voire de Compensation (mesures ERC) ont été appliquées afin de limiter l'impact environnemental de ce changement de zonage. Ces mesures sont issues d'une démarche itérative faisant suite à une première analyse des secteurs ayant permis l'intégration de mesures ERC tout au long de la constitution de la révision allégée.

II. Etat initial de l'environnement, évaluation des incidences de la procédure sur l'environnement et mesures envisagées

Cette partie s'attache à la description des enjeux environnementaux présents sur les sites (EIE) ainsi que des incidences sur l'environnement (positives **[+]** ou négatives **[-]**) des modifications induites par la procédure, suivant les différentes thématiques environnementales. En parallèle, sont détaillées les mesures d'évitement **(E)**, de réduction **(R)** ou de compensation **(C)** envisagées afin de limiter les impacts environnementaux de la procédure d'évolution du document d'urbanisme

a. Paysage, patrimoine et cadre de vie

Etat initial et enjeux

Le site du Petit Goupillé est composé en majeure partie de parcelles considérées comme agricoles à l'OCSGE 2022. La partie Nord du site (environ 0.5ha) est considéré comme de l'espace « consommé ». Un bâtiment au Sud du site d'environ 190 m² est aussi identifié en « bâtiment et espace artificialisés agricole ». Le reste se trouve majoritairement en espace agricole à l'OCAGE et quelques espaces sont considérés comme bois et forêt.



Occupation du sol – Source : OCSGE 2022 @aura

Le site n'est pas visible de la seule route menant au lieu-dit du Petit Goupillé. Il se situe aussi en contre-bas du point haut du lieu-dit.



Carte IGN de la topographie du site – Source : Géoportail

Le site ne se situe dans aucun périmètre d'intérêt architectural, archéologique, ou géologique. A titre d'information, le site étudié se situe à plus de 650 m du patrimoine géologique « Hermi-graben de la Mayenne et bassins d'effondrement ».

Incidences potentielles

[-] En créant ce STECAL, il est attendu des incidences potentielles négatives sur la consommation d'espaces agricoles.

[/] Il n'est pas attendu d'incidences potentielles négatives sur le patrimoine archéologique, architecturale et géologique.

Mesures « ERC »

(R) Les parcelles identifiées comme agricole à l'OCSGE ne sont pas considérées comme exploitées ou cultivées au sein du RPG de 2023 (depuis 2007).



RPG 2023 – Source : Géoportail

(R) Une partie du site est déjà concerné par la présence d'abris pour animaux les impacts réels sur la consommation d'espaces sont donc limités.

(E) Le zonage du PLUi reste en zone Agricole. C'est uniquement une prescription graphique qui vient se superposer au zonage qui est mis en place. Les surfaces agricoles du zonage du PLUi restent donc inchangées.

(R) Les seules constructions autorisées au sein de ce STECAL seront les abris pour animaux (100m² maximum pour chaque abris), entrepôt lié au fonctionnement de l'activité (de 200m² maximum) et des constructions légères ou installation pour l'accueil du public. Le STECAL introduit aussi une surface maximale totale de constructibilité supplémentaire sur l'ensemble du périmètre qui est de 1 500m². Cela représente 3% de l'emprise au sol totale sur la parcelle (5ha).

b. Biodiversité et Trame Verte et Bleue

Etat initial et enjeux

Le site concerné par la RA n°7 se situe à 550m d'une ZNIEFF de type 2 « Ruisseau du Fresne et abords - 520015233 », à 1,3 km de la ZNIEFF de type 1 « Eglise de Champeon – 520030108 » et à 2 km d'une ZNIEFF de type 2 « Les Buttes d'Hardanges – 520012930 ».

La ZNIEFF de type 2 (la plus proche du site) correspond au « *cours d'eau du Fresne, de faible débit, qui se jette dans la rivière la Mayenne, en aval du barrage de St Fraimbault. La qualité de ses eaux et de ses peuplements piscicoles font qu'il est classé en première catégorie. La découverte de crânes de la Musaraigne de Miller provenant d'un lot de pelotes de réjection dans l'église de Champéon, semble indiquer la présence de cet animal dans le cours d'eau du Fresne. Ce ZNIEFF a un intérêt ichtyologique (présence et lieu de reproduction d'un salmonidé de la liste régionale des espèces déterminantes en Pays de la Loire) On retrouve aussi la présence d'une population d'écrevisses indigène figurant sur la liste régionale des espèces déterminantes en Pays de la Loire* » (source : INPN).

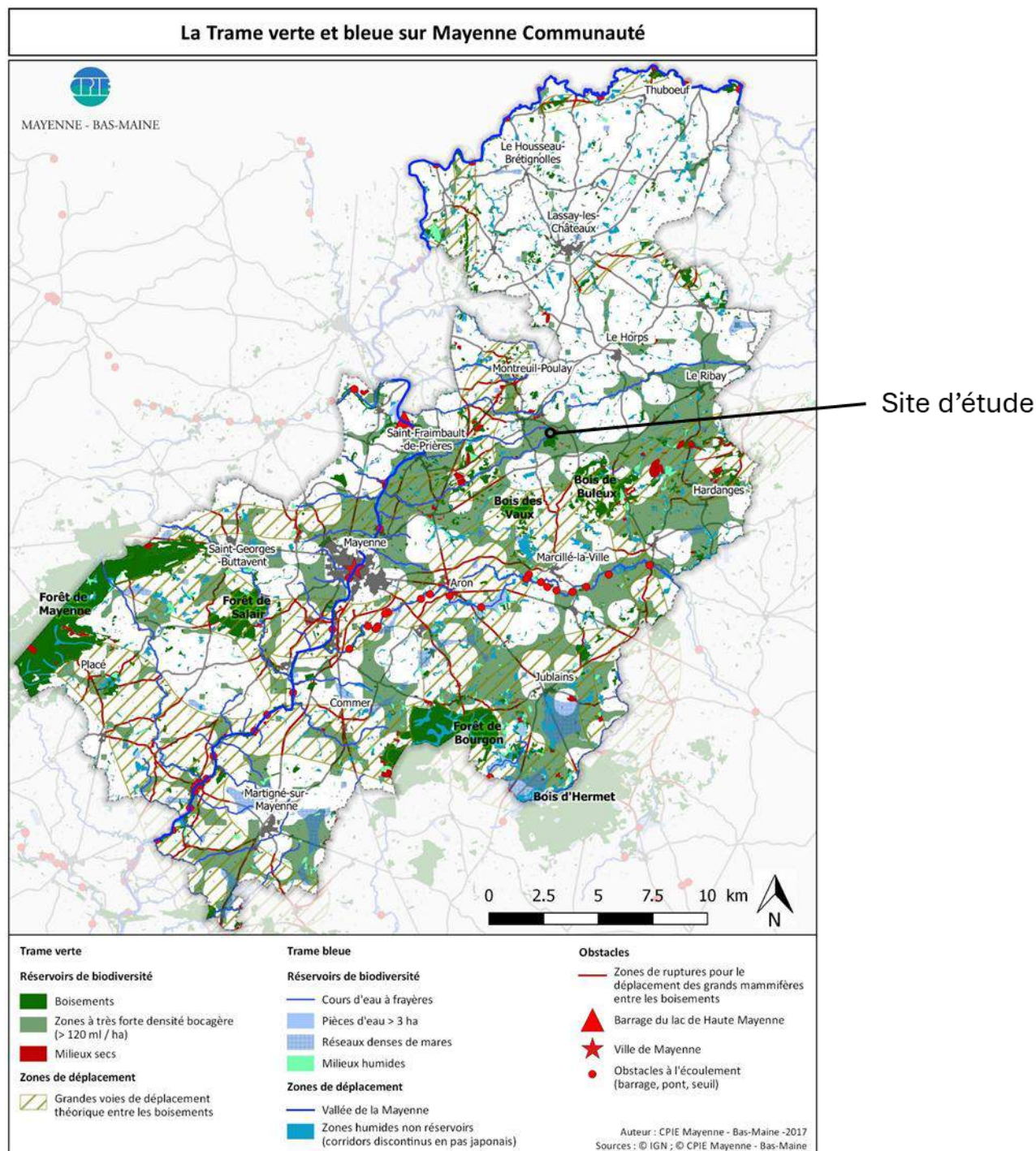
La ZNIEFF de type 1 est un « *site de reproduction de chauves-souris patrimoniales d'importance départementale (PNAC2, 2013) dans le clocher de l'église* » (source : INPN).

Concernant la ZNIEFF de type 2 plus éloignée, l'INPN décrit cet espace de la manière suivante : « *Les buttes d'Hardanges offrent un vaste ensemble de prairies naturelles de landes humides, de landes sèches, de tourbières, de fonds de vallée. Chaque zone possède ses espèces caractéristiques et offre par la même une mosaïque de milieux remarquables. Les landes offrent des sites de nidification pour des espèces rares (Pie grièche écorcheur) et des sites d'hivernage pour de nombreuses autres espèces dont le Busard St Martin, des passereaux. Les têtes de rivières comprises dans la zone hébergent des populations de truite fario. Cette dernière figure sur la liste déterminante des Pays de la Loire* » (source : INPN).



Localisation des ZNIEFF par rapport au site concerné par la RA n°7 – Source : INPN, 2025 @aura

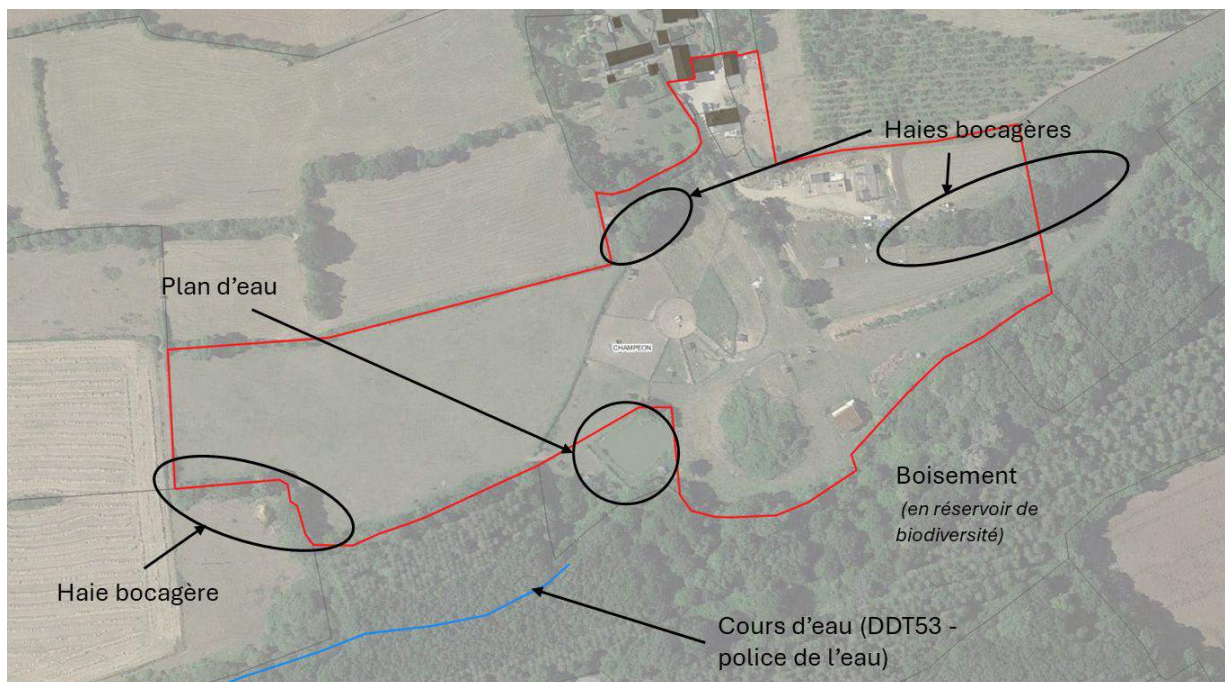
De plus, Mayenne Communauté a identifié une Trame Verte et Bleue (TVB) dans son PLUi (étude menée par le CPIE Mayenne - Bas-Maine en 2017-2018). Cette étude n'est pas réalisée pour être zoomée à la parcelle mais pour comprendre à l'échelle intercommunale les continuités écologiques supposées sur le territoire. Ainsi, le site d'étude de la RA n°7 sur Mayenne se situe au sein d'un réservoir de biodiversité lié à une zone à très forte densité de bocage et en limite (au Sud) d'un réservoir de biodiversité lié à la sous-trame boisée.



A l'échelle du site étudié, on retrouve la présence de quelques éléments qui peuvent avoir un intérêt écologique (sans vérification terrain à ce stade de l'étude) :

- Un plan d'eau se situe au Sud de la parcelle
- Un cours d'eau semble prendre sa source à proximité du site (Au Sud du site)
- Présence d'un boisement en limite Sud du site (identifié comme réservoir de biodiversité dans la TVB du PLUi)
- Présence de quelques haies sur la partie Ouest, Nord et Nord-Est du site.

On ne retrouve aucun boisement sur le site d'étude, ni aucune zone humide avérée.



Localisation des espaces d'intérêt écologique potentiel @aura



Etang présent sur le site © Ferme Pédagogique Pat'à foin Kids

Incidences potentielles

[-] Le site se situe à proximité d'éléments d'intérêt écologique (cours d'eau, ZNIEFF, haies bocagères...). La création d'un STECAL pourrait induire des incidences potentielles négatives indirectes sur ces milieux.

Mesures « ERC »

[R] Le PLUi protège les haies bocagères au sein de son zonage, via une prescription graphique. Toutes les haies présentes dans le périmètre du STECAL sont protégées. Les incidences sur ces éléments de végétation sont donc limitées.



Haies bocagères protégées au PLUi - source : zonage du PLUi

(R) Le règlement écrit de la zone agricole, s'appliquant aussi au STECAL impose que « les constructions doivent s'implanter à une distance minimale de 20 m des hauts de berges des cours d'eau. » De plus, le Sud du STECAL se trouve à 50 m du cours d'eau, ce qui respecte la distance minimale de constructibilité près du cours d'eau.

(E) Le plan d'eau a été exclu du périmètre du STECAL pour éviter d'impacter ce secteur (et ce qui permis aussi de s'éloigner du cours d'eau).

(E) Le STECAL n'impacte pas d'espaces boisés. La partie Est du site a été réduite pour l'imiter l'impact sur la haie bocagère (se trouvant dans un secteur où la topographie n'est pas non plus favorable à l'implantation de constructions)

c. Risques et nuisances

Etat initial et enjeux

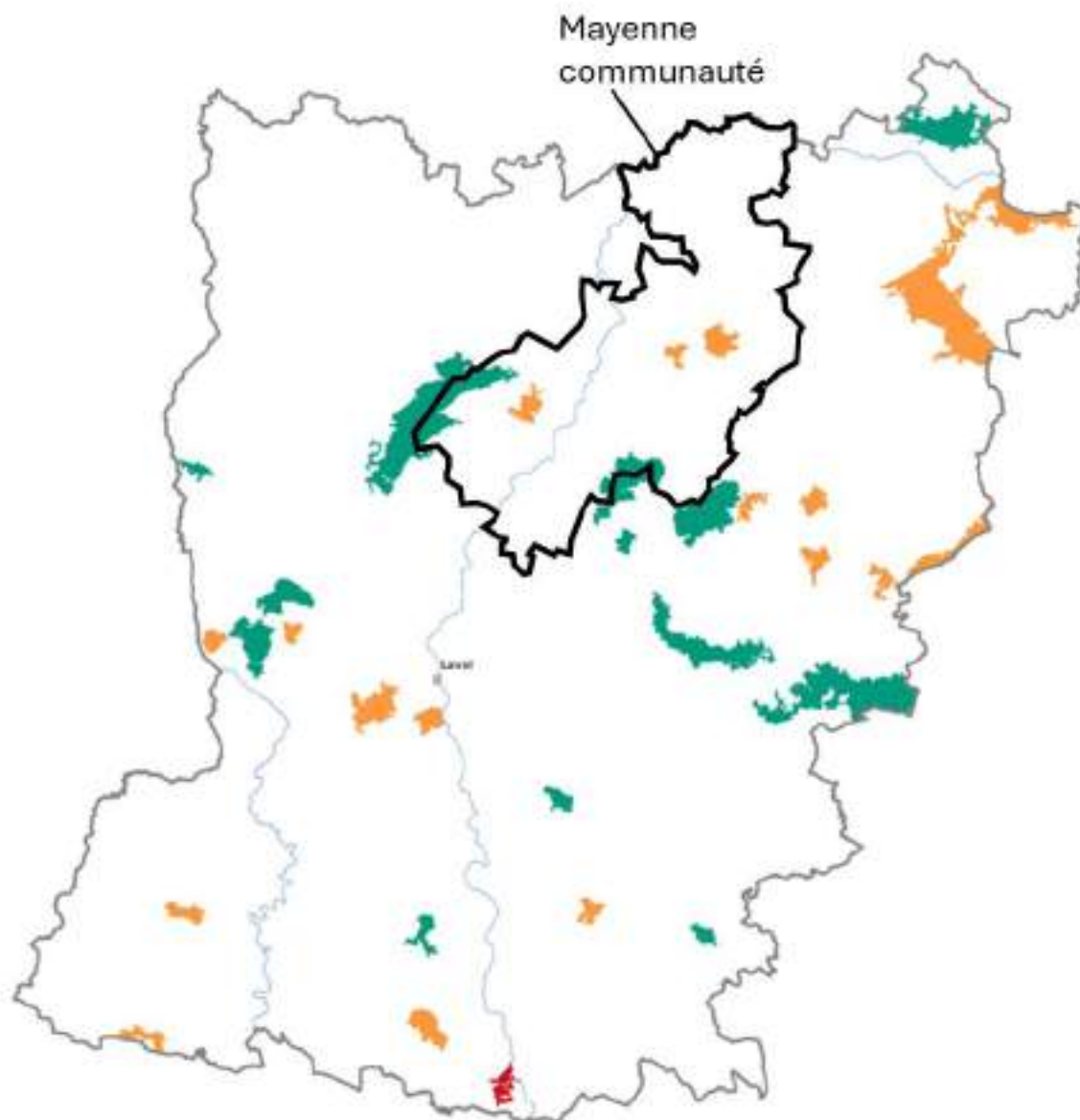
Le site étudié ne fait l'objet d'aucun enjeu spécifique concernant les risques naturels (inondation, mouvement de terrain) ou technologiques (minier, industriel). Il en est de même en matière de nuisances sonores.

Comme l'ensemble de la commune de Champeon, le site est tout de même concerné par un risque de feux de forêt. Les massifs les plus proches du site concernés par un risque (moyen) sont le Bois de Buleu et le Bois de Vaux.

17 captages d'eau potable se répartissent sur le territoire intercommunal et font l'objet de périmètres de protection. Le plus important en volume prélevé est la prise d'eau du barrage de Saint-Fraimbault-de-Prières. On peut aussi noter la présence d'un captage d'eau potable se trouvant au Nord du site étudiée.

Risque par massif

Atlas du risque feux de forêt en Mayenne



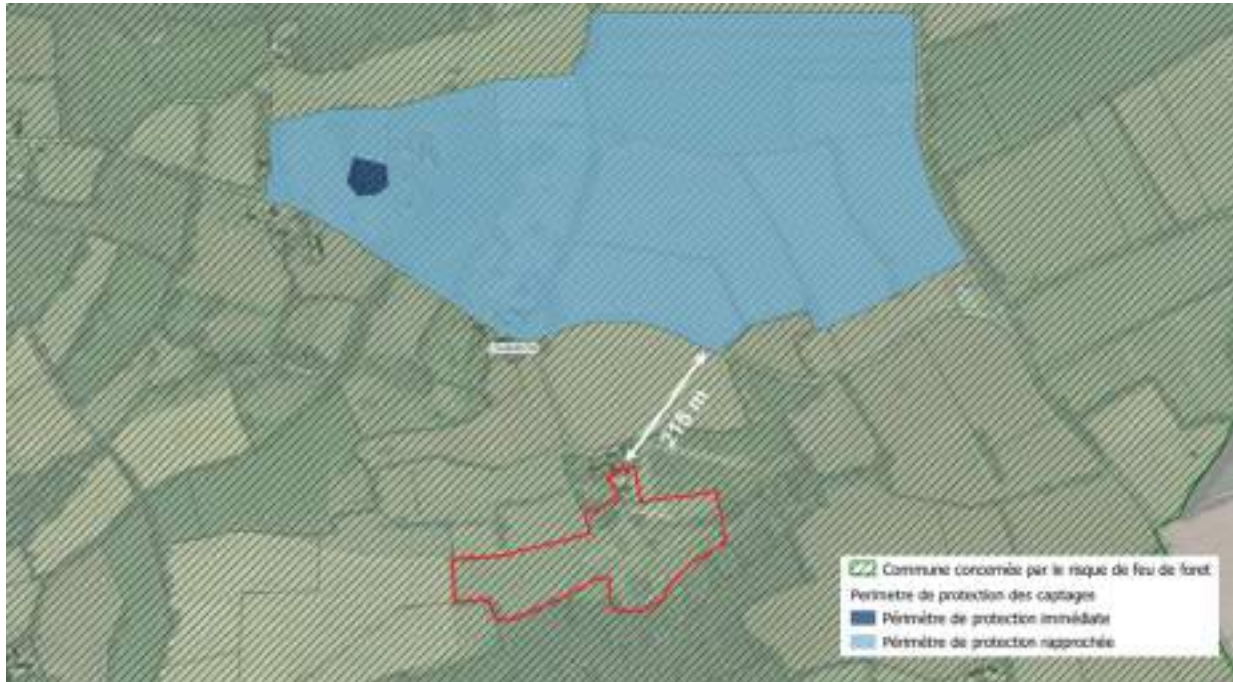
Risque

- Faible
- Moyen
- Fort
- Très fort

Sources : © IGN-AdminExpress®, DREAL
Réalisation : DREAL/SHNT, mai 2023



Risque de feux de forêt – Atlas du risque feux de forêt en Mayenne – source : DREAL Pays de la Loire mai 2023



Localisation du site par rapport aux risques naturels et technologique – source : ARS 2025 – DDRM 2023

Incidences potentielles

[/] Il n'est pas attendu d'incidences particulières en lien avec les faibles risques et nuisances présents sur la commune et à proximité du site étudié.

Mesures « ERC »

/

d. Sobriété territoriale

Etat initial et enjeux

A noter, les ressources eau paraissent être suffisantes sur le territoire de la communauté de communes. A titre d'exemple, durant l'été 2023, les communes de Mayenne Communauté étaient seulement classées en Vigilance sécheresse.

Concernant l'assainissement collectif, 40 stations d'épuration sont présentes sur le territoire. En raison du caractère rural du territoire, la part des logements raccordés à un réseau d'assainissement collectif est variable d'une commune à l'autre, et ne concerne généralement que le bourg. Seule Rennes-en-Grenouilles n'est pas équipée.

Le site de projet n'est pas rattaché à la station d'épuration de la commune.

Incidences potentielles

[7] La procédure n'induit pas d'incidences négatives sur ces autres thématiques (assainissement, climat, énergie, déchets).

Mesures « ERC »

/

III. Démarche itérative mise en place

Le périmètre initial faisait plus de 6ha. Un travail itératif a été mis en place pour réajuster le périmètre pour limiter au mieux les impacts potentiels du projet sur l'environnement et passer ainsi à 4,7 ha.

Ainsi, toute la partie Est du site a été réduite pour exclure une partie d'une haie bocagère qui se trouve en lien direct avec le boisement au Sud et dont l'accès est rendu difficile liée à une topographie marquée. La partie concernée par le boisement a aussi été exclue au vu de l'importance du boisement (réservoir de biodiversité). Sur la partie Sud, le plan d'eau a été exclu du périmètre pour limiter les impacts potentiels d'une possibilité de constructibilité autorisée dans le STECAL.



Modification du périmètre dans une démarche d'évitement (périmètre initial / périmètre retenu pour la RA n°7)

IV. Articulation et compatibilité avec les documents de rang supérieur

Cette partie décrit les documents cadres avec lesquels la RA n°7 du PLUi (et non le PLUi puisqu'il a déjà été soumis à évaluation environnementale) doit être compatible et ceux qu'elle doit prendre en compte.

Conformément aux articles L.131-4 à L.131-7 du Code de l'Urbanisme, l'évaluation environnementale doit contenir une description de l'articulation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal avec les documents avec lesquels il a une obligation de compatibilité ou de prise en compte. La liste de ces documents varie selon la présence ou non d'un SCoT sur le territoire en question. En effet, le SCoT étant lui-même compatible avec des documents de rangs supérieurs, le PLUi à travers sa compatibilité avec le SCoT sera de manière indirecte compatible avec les documents de rangs supérieur.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Mayenne Communauté a été approuvé le 14 mars 2019. Lors de l'élaboration du PLUi, un certain nombre de documents-cadres étaient intégrés au SCoT. En 2025, pour la procédure de révision allégée n°7, la majeure partie des documents-cadres d'ordre supérieur au SCoT a été révisée depuis 2019. Seul le SAGE Mayenne, approuvé le 14 décembre 2014 est intégré au SCoT de Mayenne Communauté. En vérifiant la compatibilité avec le SCoT, la procédure de révision allégée n°7 confirme la compatibilité avec le SAGE Mayenne sans besoin de faire une analyse spécifique de ce document-cadre.

Ainsi, selon la liste des documents supérieurs détaillée ci-dessous, la révision allégée n°7 doit être compatible et prendre en compte :

Documents cadres	Date d'approbation
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Pays de la Loire	7 février 2022
Schéma de Cohérence Territoriale de Mayenne Communauté	14 mars 2019
Programme Local de l'Habitat 2018-2023, prorogé de deux ans	Septembre 2018 (en cours de révision)
Plan Climat Air Energie Territorial 2021-2026	23 septembre 2021
Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Loire Bretagne 2022-2027	15 mars 2022
SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) Loire Bretagne 2022-2027	18 mars 2022
Charte du Parc Naturel Régional Normandie Maine 2024-2039	<i>en cours d'approbation depuis avril 2024</i>
Schéma Régional des Carrières (SRC) des Pays de la Loire	6 janvier 2021

Ainsi, l'analyse suivante permet uniquement de vérifier que **la procédure de révision allégée n°7** ne remet pas en question la compatibilité et la prise en compte des documents d'ordre supérieur.

A noter : Ne sont retenu que les orientations des documents cadres en lien avec les documents d'urbanisme et leur traduction dans ces documents. Cette analyse se base sur celle réalisé dans le cadre de l'élaboration du PLUi et de la Modification n°1.

a. SRADDET - Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires des Pays de la Loire

OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
Compatibilité (règles du SRADDET)	
Aménagement et égalité des territoires <ul style="list-style-type: none"> • Revitalisation des centralités • Préservation et développement de la nature dans les espaces urbanisés • Adaptation de l'habitat aux besoins de la population • Gestion économe du foncier • Préservation des espaces agricoles ressource d'alimentation • Aménagement durable des zones d'activités • Intégration des risques dans la gestion et l'aménagement du littoral • Couverture numérique complète 	Plusieurs mesures d'évitement et de réduction sont mises en place pour limiter la consommation d'espace induite par la création de ce STECAL, notamment, le fait que ce STECAL s'implante sur un espace qui n'est pas identifié comme exploité ni cultivé au RPG de 2023.
Transport et mobilité <ul style="list-style-type: none"> • Déplacement durable et alternatif • Intermodalité logistique • Itinéraire routier d'intérêt régional • Renforcement des pôles multimodaux • Cohérence et harmonisation des services de transports 	Non concernée par la RA n°7
Climat, air, énergie <ul style="list-style-type: none"> • Atténuation et adaptation au changement climatique • Rénovation énergétique des bâtiments et construction durable • Développement des énergies renouvelables et de récupération • Lutte contre la pollution de l'air 	Non concernée par la RA n°7
Biodiversité, eau <ul style="list-style-type: none"> • Déclinaison de la Trame Verte et Bleue Régionale • Préservation et restauration de la Trame Verte et Bleue • Amélioration de la qualité de l'eau • Développement du territoire et disponibilité de la ressource en eau • Gestion des inondation et limitation de l'imperméabilisation • Préservation des zones humides 	Plusieurs mesures d'évitement (modification du périmètre du STECAL) et de réduction (protection des haies bocagères présentes sur le site notamment) ont été mises en place.
Déchets et économie circulaire <ul style="list-style-type: none"> • Prévention et gestion des déchets • Limitation des capacités de stockage et d'élimination des déchets et adaptation des installations • Gestion des déchets et économie circulaire dans les documents d'urbanisme • Réduction des biodéchets et développement d'une gestion de proximité • Prévention, recyclage et valorisation des déchets de chantier • Gestion des déchets dans les situations exceptionnelles 	Non concernée par la RA n°7
Prise en compte (objectifs du SRADDET)	
<ul style="list-style-type: none"> • Stopper la dégradation de la qualité de la ressource en eau et amorcer une dynamique de reconquête • Contribuer à un équilibre de la ressource par une gestion quantitative favorisant les économies d'eau • Promouvoir une ruralité ouverte, vivante et respectée • Tendre vers zéro artificialisation nette des espaces naturels, agricoles et forestiers à l'horizon 2050 • Assurer la pérennité des terres et activités agricoles et sylvicoles garantes d'une alimentation de qualité et de proximité 	Cf. mesures d'évitement et de réduction mises en place ci-dessus

<ul style="list-style-type: none"> • Préserver les paysages, les espaces naturels et la biodiversité remarquable et ordinaire • Conserver une bonne qualité de l'air pour tous les ligériens • Gérer nos déchets autrement : réduction, réemploi, réutilisation, recyclage • Développer l'économie circulaire pour aménager durablement notre région et économiser les ressources 	
--	--

b. SCoT- Schéma de Cohérence Territoriale de Mayenne Communauté

PRESRIPTIONS DU SCOT	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE DE RA N°7
Axe I. Attractivité & dynamiques économiques	
<ul style="list-style-type: none"> • Tendre vers une répartition cohérente des zones d'activités, notamment entre l'est et l'ouest de Mayenne et entre les trois pôles principaux du territoire (Mayenne, Lassay-les-Châteaux et Martigné-sur-Mayenne). 	La RA n°7 ne permet pas la création de nouvelles zones d'activités.
<ul style="list-style-type: none"> • Rechercher l'extension des sites d'activités en cohérence avec le fonctionnement de la zone existante (en termes d'accès et réseaux notamment) et en tenant compte des sensibilités environnementales et agricoles. • Développer de façon préférentielle les zones d'activités en épaisseur plutôt que par étirement linéaire, dans un souci croisé de gestion économe et de précautions relatives aux espaces agricoles et naturels, et de rentabilité des réseaux. • Imposer des exigences de qualité paysagère et architecturale plus fortes pour les entreprises souhaitant bénéficier de « l'effet vitrine » en bordure d'axes routiers majeurs du territoire. • Autoriser l'implantation de commerces et services dédiés aux professionnels et aux entreprises dans les zones d'activités (plutôt que dans les zones commerciales). • Assurer le maintien d'entreprises dans les communes rurales, notamment les entreprises artisanales. 	Les possibilités de nouvelles constructions au sein des STECAL permettent le maintien et le développement des entreprises locales, qui n'étaient pas connu lors de l'élaboration du PLUi.
<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté, les nouvelles superficies dédiées aux activités économiques sont limitées dans un premier temps à un total de 78 ha répartis sur le territoire comme suit. • Développement d'un site économique majeur d'environ 25 ha à l'ouest d'Aron : « Zone d'Activité Développement Durable » (ZADD), valorisant sa localisation proche de la RN 162. • Possibilités d'extensions mesurées de zones d'activités existantes, pour environ 53 ha répartis principalement sur les communes de Mayenne, Lassay-les-Châteaux, Martigné sur Mayenne, Aron, Champéon, St Fraimbault de Prières, Commer, incluant 6 ha maximum pour des extensions à vocation économique à dominante artisanale, en continuité d'espaces urbanisés existants, dont la localisation reste à préciser. • Dans un second temps (zone 2AU du PLUi), dès lors que le potentiel listé ci-dessus est mobilisé : permettre la création d'une zone d'activités au sud de Moulay (19 ha maximum). 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les caractéristiques environnementales et agricoles de chaque site (Cf. Chapitres I.3 et III.8 du DOO). En particulier, l'aménagement de la ZADD prévue à Aron devra prévoir une transparence du site à la faune, de façon à limiter l'interruption du corridor écologique reliant le Bois des Vaux et le Bois de Buleux à la vallée de la Mayenne et à la Forêt de Salair (selon la logique « éviter – réduire – compenser »). 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> • Permettre l'accueil d'un nouvel équipement commercial, de type supérette à supermarché, dans le secteur de centralité de Martigné-sur-Mayenne. 	Non concernée par la RA n°7

<ul style="list-style-type: none"> Permettre le bon déroulement des activités sylvicoles à travers le règlement du PLUi : vigilance sur les aménagements, installations et constructions autorisés en zones N, conditions de desserte pour les engins sylvicoles, possibilité de stockage du bois, interdiction ou encadrement des autres destinations susceptibles d'entraver les activités sylvicoles, ...etc. Recourir aux outils de protection règlementaires des « éléments paysagers particuliers à protéger » au sein de ces boisements (ruisseaux, mares, boisements humides, etc.), si de tels milieux sont identifiés (art. L 151-23). 	Le boisement se trouvant à proximité du site a été exclu de la délimitation finale du STECAL.
<p>Préserver le paysage de bocage, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> la préservation de l'espace agricole de façon générale (rôle du bocage dans la protection des sols et des cultures et la gestion de l'eau, et la production d'énergie dans le cadre de la filière bois) ; la confortation des principales coupures vertes interurbaines (rôle écologique du bocage) ; la localisation de futures extensions urbaines en continuité des enveloppes existantes (épargner ou intégrer le bocage dans les projets) ; le maintien de la densité bocagère et des fonctions assurées par le bocage. La possibilité de suppression de haies devra s'accompagner de mesures de compensation par replantation, dans des conditions détaillées dans le PLUi. 	Le bocage a fait l'objet d'une attention particulière dans le PLUi. Ainsi les haies présentes sur le site étudié de la RA n°7 étaient déjà protégées au PLUi.
<p>Poursuivre la mise en valeur du patrimoine lié à l'eau pour les activités de tourisme et de loisirs (randonnée, pêche...), notamment au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> De la Mayenne : chemin de halage, halte fluviale de Montgiroux, aménagement de ses abords, notamment dans la ville de Mayenne pour la rendre davantage visible et accessible (intervention au niveau de la cale, parapet du pont) ... ; Du lac de Haute Mayenne, en association avec le Conseil Départemental qui en a la charge : itinéraires de raccordement entre le lac et le centre-ville de Mayenne, abords du lac, création éventuelle d'un site touristique et de loisirs à St-Fraimbault-de-Prières... ; 	Non concernée par la RA n°7
Axe II. Attractivité résidentielle & services aux habitants	
<ul style="list-style-type: none"> Conforter les communes limitrophes de Mayenne (Aron, La Bazoge-Montpinçon, Moulay, Parigné-sur-Braye, Saint-Baudelle, Saint-Fraimbault-de-Prières), disposant pour la plupart d'un bon niveau d'équipement et de services et d'un accès rapide à la ville centre ; ainsi que les autres communes du territoire dotées de commerces et services de proximité (Saint-Georges-Buttavent et Commer), par des politiques actives de développement et de renouvellement urbain, en termes de logements, d'emplois, d'équipements et de services de proximité. Cet objectif s'inscrit dans la recherche de maîtrise des besoins en déplacements automobiles et des temps de parcours. 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Permettre la production d'environ 2000 logements sur une période de 12 ans, à compter de la date d'approbation du SCoT (2019-2030 inclus), soit en moyenne 167 logements par an. Ce programme inclut les besoins liés au renouvellement du parc de logements existants et tient compte de tous les modes de création de logements (pas uniquement la construction neuve). Répartir les perspectives de production selon la hiérarchie de l'armature urbaine. La distribution au sein de chaque type de communes sera affinée par le Programme Local de l'Habitat (PLH) et permise par les règles du PLUi, en tenant compte de la typologie présentée ci-avant et des potentiels de chacune (taille, formes urbaines, fonciers disponibles, capacité des équipements, etc.) : <ul style="list-style-type: none"> 36 % de la production en logements à Mayenne ; 12% sur les polarités structurantes de Lassay-les-Châteaux au nord et Martigné-sur-Mayenne au sud ; 21% sur les communes de la couronne mayennaise ; 8% sur les bourgs intermédiaires de St Georges-Buttavent et Commer ; 23% sur les communes rurales. 	Non concernée par la RA n°7

<ul style="list-style-type: none"> Réaliser les extensions de l'urbanisation en continuité des enveloppes urbanisées existantes, en favorisant le caractère compact des développements urbains. 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Les superficies prévues en extension, par rapport aux enveloppes urbaines existantes à la date d'approbation du SCoT, ne pourront pas dépasser un maximum de 78 ha au total, avec cette répartition indicative : <ul style="list-style-type: none"> 20 ha à Mayenne ; 12 ha à Lassay-les-Châteaux et Martigné-sur-Mayenne 20 ha dans les communes de la couronne mayennaise ; 8 ha à St Georges-Buttavent et Commer ; 18 ha dans les communes rurales. 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la création de parcs de stationnement vélo si possible avec des abris sécurisés, à proximité des équipements générateurs de déplacements et des arrêts de transports collectifs, sur les espaces publics de centres-villes et centres-bourgs, dans les quartiers d'habitat collectif, etc. Intégrer le déplacement et le stationnement vélo dans les projets de nouveaux quartiers, de renouvellement urbain et d'aménagement de voirie, en prenant en compte les logiques de phasage des extensions urbaines futures (amorce des futures voies prévues pour les piétons et les vélos). 	Non concernée par la RA n°7
Axe III. Qualité du cadre de vie & exigences environnementales	
<ul style="list-style-type: none"> Identifier et protéger les espaces jouant le rôle de réservoirs de biodiversité pour une ou plusieurs sous-trames (espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée et où elle peut effectuer une partie ou l'intégralité de son cycle de vie). 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Identifier et protéger les espaces jouant le rôle de corridors écologiques, c'est-à-dire les zones de connexion entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leurs déplacements. Cela concerne notamment les continuités naturelles s'appuyant sur les cours d'eau et leurs vallées, les bois, les haies, les prairies, les milieux humides ou aquatiques... Eviter les nouvelles coupures de ces liaisons par l'urbanisation. Lorsque ces corridors sont déjà interrompus par l'urbanisation ou les infrastructures de transports, atténuer ces coupures autant que faire se peut, notamment par des mesures portant sur la végétalisation en ville ou l'aménagement de passages à faune. 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Protéger l'ensemble du linéaire bocager au titre du paysage et des continuités écologiques. Il s'agit avant tout de maintenir la densité de haies et le fonctionnement global du réseau, sans interdire son évolution, selon la séquence éviter – réduire – compenser (possibilité de supprimer des haies sous réserve de compensation). Le PLUi en précisera les modalités, notamment : 	Les haies présentes au sein du site concerné par la RA n°7 sont déjà protégées dans le PLUi en vigueur et le reste à la suite de la RA n°7.
<ul style="list-style-type: none"> Protéger les berges des cours d'eau et des complexes de grands étangs (Aron, Jublains), et leur ripisylve. Cet impératif doit être intégré dans les projets de valorisation des cours et pièces d'eau pour le tourisme, la promenade, etc., par une ouverture mesurée des berges au public (degré de fréquentation, préservation d'une part du linéaire). 	Le PLUi impose une distance minimale d'implantation des constructions en zones A et N de 20 mètres vis-à-vis des hauts de berges des cours d'eau. De plus le cours d'eau se trouve à plus de 50 m.
<ul style="list-style-type: none"> Identifier et protéger les éléments du tissu urbain contribuant à la Trame Verte et Bleue (TVB) locale, favorable à la vie et aux déplacements des espèces et à la qualité de vie des habitants : parcs et jardins publics, cœurs d'îlots végétalisés, arbres d'alignement ou isolés, haies, cours d'eau et leurs berges, mares, etc. Le PLUi pourra utiliser des outils réglementaires variés : Espaces Boisés Classés, règles d'implantation des bâtiments, de maintien des plantations existantes, protection d'espaces verts ou arbres remarquables... (article L.151-23 du CU). 	Non concernée par la RA n°7

<ul style="list-style-type: none"> Maintenir, voire renforcer la présence générale des boisements. 	Le boisement se trouvant à proximité est exclu du périmètre du STECAL.
<ul style="list-style-type: none"> Prévoir une trame verte paysagère au sein des nouvelles zones à urbaniser par extension, afin d'offrir à ces extensions un cadre valorisant, tout en atténuant leur impact visuel. S'appuyer sur les éléments végétaux existant (haies bocagères, arbres, etc.), qu'il convient alors de préserver, et/ou sur de nouvelles plantations, en privilégiant les essences locales. 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Prendre des mesures en faveur d'une meilleure efficacité énergétique des constructions 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Définir dans le PLUi les mesures permettant d'économiser l'eau et d'encourager le recours aux dispositifs de récupération, de stockage, et de réutilisation des eaux pluviales urbaines et agricoles (cf. SAGE, orientation 4A2 et 3). 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Dans les zones à risque, ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens. En particulier, le PLUi devra, dans la mesure du possible, classer en zone naturelle ou agricole les secteurs présentant les risques les plus forts. Prendre en compte de façon adaptée le risque lié aux cavités souterraines à Contest et celui lié aux feux de forêts à St Georges-Buttavent. Informar sur les risques liés au radon dans le rapport de présentation du PLUi. 	Non concernée par la RA n°7
<ul style="list-style-type: none"> Interdire toute construction nouvelle dans les zones d'aléa fort en se conformant aux règles du PPRI de la Mayenne (sur Mayenne, Moulay et Saint-Baudelle). Réduire la vulnérabilité des constructions dans les zones d'aléa plus faible et dans les champs d'expansion des crues identifiés (localisation de leur implantation, techniques de construction adaptées). 	Non concernée par la RA n°7

De manière générale, aucune modification induite par la RA n°7 du PLUi ne va à l'encontre des prescriptions du SCoT. La compatibilité de la RA n°7 du PLUi avec le SCoT de Mayenne Communauté est ainsi assurée.

c. PLH - Programme Local de l'Habitat 2018-2023

OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
<ul style="list-style-type: none"> Action n°1 : Assurer le suivi de la programmation de logements et anticiper sur les problématiques foncières : « Dans le cadre du PLUi, travailler sur le positionnement des secteurs identifiés comme potentiellement mobilisables... » Action n°2 : Améliorer la qualité des constructions et projets d'aménagement : « mobiliser les outils du PLUi pour encourager de nouvelles formes et nouveaux modes de constructions » Action n°3 : Assurer la mixité sociale dans l'offre de logements produits : « Mobiliser les outils du PLUi en faveur de la mixité sociale » 	Non concernée par la RA n°7

d. PCAET - Plan Climat Air Energie Territorial Nord Mayenne 2021-2026

OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
Axe 1 : Bâtiments - faire du grand public, des scolaires, des élus, des agents communaux et des professionnels, des acteurs de la transition énergétique	
Suivre et évaluer le PCAET	Non concernée par la RA n°7
Former et sensibiliser sur les thématiques environnementales	Non concernée par la RA n°7
Réduire et valoriser les déchets du territoire	Non concernée par la RA n°7
Axe 2 : Renforcer le stockage du carbone du territoire	
Valoriser et préserver le bocage	Les haies présentes au sein du site concerné par la RA n°7 sont déjà protégées dans le PLUi en vigueur et le reste à la suite de la RA n°7.
Axe 3 : Promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et valoriser les ressources locales en préservant la qualité de l'air intérieur	
Accompagner les particuliers, les collectivités et les entreprises pour réaliser des économies d'énergies	Non concernée par la RA n°7
Développer des filières locales et durables	Non concernée par la RA n°7
Axe 4 : Faire de l'agriculture, un pilier économique capable de s'adapter aux enjeux environnementaux	
Mettre en place des pratiques culturales et d'élevage qui permettent de maîtriser les émissions de GES et de polluants tout en étant économiquement bénéfiques	Non concernée par la RA n°7
Favoriser une alimentation locale et de qualité de Haute Mayenne	Non concernée par la RA n°7
Axe 5 : Adapter la mobilité pour qu'elle soit en adéquation avec le territoire rural	
Maîtriser, optimiser les déplacements et favoriser les mobilités douces	Non concernée par la RA n°7
Accompagner les changements de comportements	Non concernée par la RA n°7

e. PGRI - Plan de Gestion des Risques d'Inondation Loire Bretagne

OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
<p>Le PGRI identifie des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines • Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque • Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable • Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale • Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation • Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale 	Non concernée par la RA n°7

f. SDAGE - Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne 2022-2027

OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
<p>Chapitre 1 – Repenser les aménagements des cours d'eau dans leur bassin versant</p> <ul style="list-style-type: none"> Orientation 1D : Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau Orientation 1I : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues <p>Chapitre 8 – Préserver les zones humides</p> <ul style="list-style-type: none"> Orientation 8A : Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités Orientation 8B : Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités <p>Chapitre 6 – Protéger la santé en protégeant la ressource en eau</p> <p>Chapitre 9 – Préserver la biodiversité aquatique</p>	Non concernée par la RA n°7

g. PNR - Charte du Parc Naturel Régional Normandie Maine 2024-2039

OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
<p>Orientation 1.1 : Des habitants co-auteurs de la résilience</p> <ul style="list-style-type: none"> M5. Les habitants, artisans des paysages de demain <p>Orientation 2.1 Valoriser le patrimoine naturel et patrimonialiser la nature du quotidien</p> <ul style="list-style-type: none"> M9. Consolider la protection et la gestion des espèces et des sites à haute valeur écologique <p>Orientation 2.2 Reconquérir la biodiversité au service de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> M12. Contribuer au maintien et à la fonctionnalité des continuités écologiques M13. Maximiser la diversité pour accroître la capacité d'adaptation <p>Orientation 2.3 Considérer l'arbre comme acteur de la résilience</p> <ul style="list-style-type: none"> M15. Œuvrer pour une agroforesterie réparatrice à travers nos bocages M16. Des milieux refuges et généreux : les forêts <p>Orientation 3.2 La frugalité, une réponse à l'épuisement des ressources</p> <ul style="list-style-type: none"> M21. Impulser un aménagement ambitieux et résilient de nos villes et de nos villages M22. Fédérer autour du partage de l'eau M24. Maintenir les sols vivants et les considérer comme une ressource épuisable 	La commune de Champéon n'est pas concernée par le PNR Normandie Maine.

h. SRC - Schéma Régional des Carrières

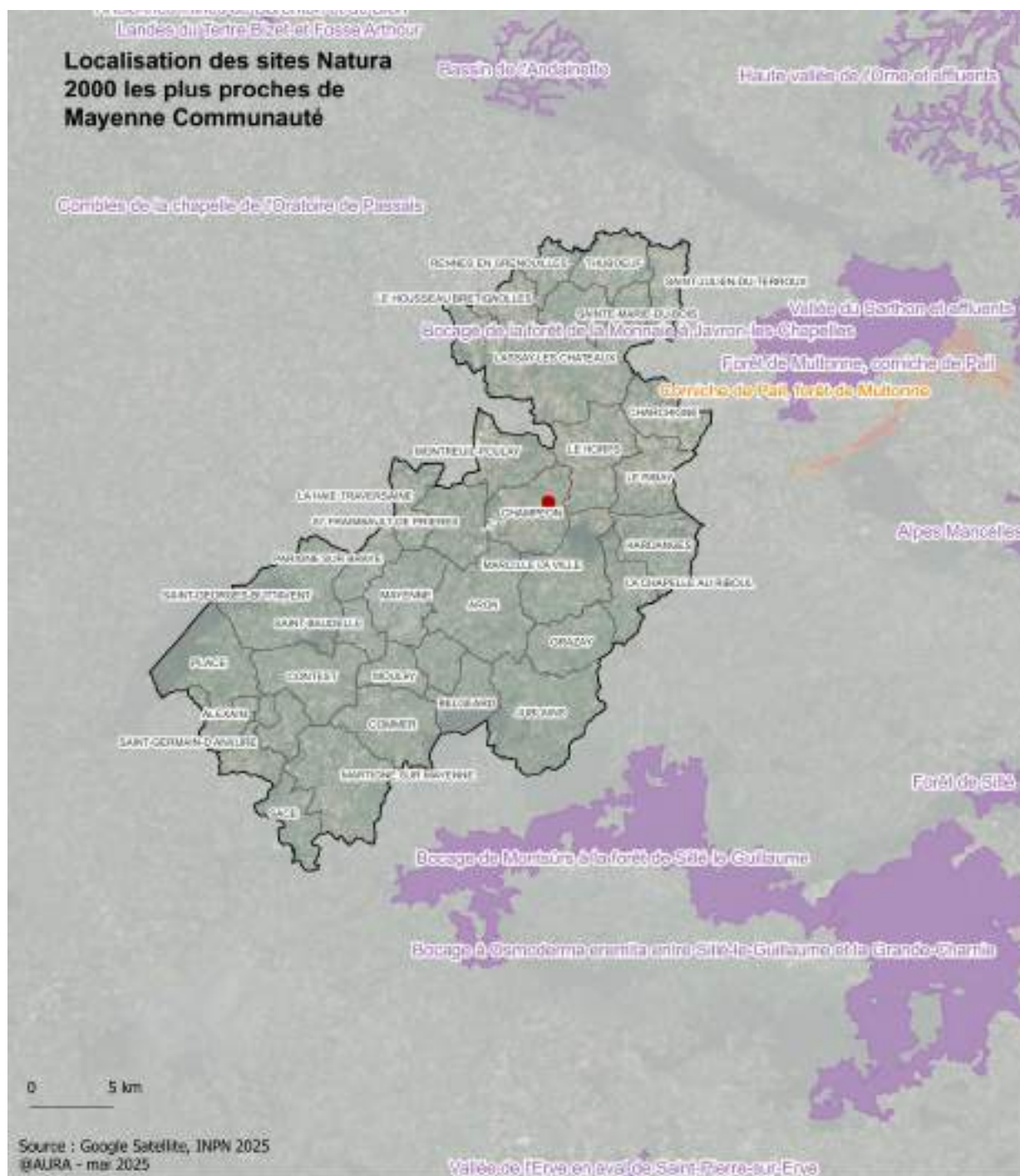
OBJECTIFS / ORIENTATIONS DU DOCUMENT CADRE	ARTICULATION AVEC LA PROCÉDURE
<p>Orientation n°1 : Mettre en place une information locale</p> <p>Orientation n°2 : Prendre en compte l'environnement et préserver la ressource en eau, la biodiversité et les paysages</p> <p>Orientation n°3 : Prendre en compte les usages agricoles et forestiers</p> <p>Orientation n°4 : Mettre en place une gestion rationnelle et économe de la ressource</p> <p>Orientation n°5 : Préserver l'accès aux gisements</p>	<p>La nature des objets de la Révision allégée n°7 n'a pas de lien avec les carrières présentes sur le territoire.</p> <p>La procédure de Révision allégée n°7 ne remet pas en</p>

<p>Orientation n°6 : Diversifier les modes de transport des matériaux de carrières</p> <p>Orientation n°7 : Proposer des objectifs adaptés de remise en état des sites d'exploitation</p> <p>Orientation n°8 : Proposer une gestion territorialisée de la ressource</p> <p>Orientation n°9 : Assurer un suivi et une mise à jour des scénarios et de l'état des zones d'emploi.</p>	<p>question la prise en compte du document en vigueur.</p>
---	---

V. Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000

Mayenne Communauté ne comporte aucun site Natura 2000. Les sites Natura 2000 les plus proches du territoire sont les suivants :

Identifiant	Types d'habitats concernés	Distance par rapport à Mayenne Communauté	Distance par rapport aux objets de la RA n°7
Bocage de Montsûrs à la forêt de Sillé-le-Guillaume (FR5202007) - ZSC	Bocage dense (dont chênes têtards)	1,9 km de Martigné-sur-Mayenne 2,4 km de Jublains	16 km
Bocage de la forêt de la Monnaie à Javron-les-Chapelles (FR5202006) - ZSC	Bocage dense (dont chênes têtards)	3,8 km de Charchigné 4,4 km de St-Julien-du-Terroux	15 km
Forêt de Multonne, corniche de Pail (FR5200640) - ZSC	Habitats forestiers variés (chênaies acidophiles, hêtraies, landes sèches et humides, tourbières acides, prairies humides et végétation aquatique)	5,6 km de Charchigné 5,8 km de Le Ribay	14 km
Corniche de Pail, forêt de Multonne (FR5212012) - ZPS	Mosaïque d'habitats forestiers et de landes	6,1 km de Hardanges	
Bassin de l'Andainette (FR2500119) - ZSC	Boisements, bocage, nombreux ruisseaux	8,0 km de Rennes-en-Grenouilles	23 km
Combles de la chapelle de l'Oratoire de Passais (FR2502011) - ZSC	Clocher d'une chapelle (gîte à chiroptères)	13,8 km de Lassay-les-Châteaux	26 km



● Localisation des objets de la Révision allégée n°7

Sites Natura 2000

■ Site Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation (ZSC)

■ Site Natura 2000 - Zone de protection spéciale (ZPS)

Etant donné la distance de chacun de ces sites par rapport au site de projet (environ 15 km pour les plus proche), la révision allégée n°7 n'aura aucun effet direct sur ces zones Natura 2000.

De plus, la procédure n'est pas de nature à engendrer des incidences indirectes sur le réseau Natura 2000. En effet, les milieux d'intérêt écologiques ont soit été exclu du périmètre du STECAL (exemple du plan d'eau et du bois), soit protégées dans le PLUi vi une prescription graphique (haies bocagères).

La procédure ne porte pas d'atteintes significatives sur les sites Natura 2000 les plus proches de Mayenne Communauté.

VI. Indicateurs de suivi

La Révision allégée (RA) n°7 du PLUi implique une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement.

Dans ce but, l'évaluation environnementale de la Révision allégée n°7 cible 4 indicateurs en lien avec les modifications apportées au document d'urbanisme, et qui sont déjà présents dans les indicateurs de suivi de l'évaluation environnementale du PLUi en vigueur.

Indicateurs	Source	Référence & état zéro quand possible	Cible fin 2030	Suivi
Axe I Attractivité et dynamiques économiques				
I.3. Préserver l'agriculture, activité économique garante de l'identité des paysages de Mayenne Communauté				
Surfaces agricoles utiles	Agreste	Etat à l'approbation du PLUi 46 420 ha surfaces agricoles (étude <i>Chambre agriculture</i>) SAU de 74 ha / exploitation en moyenne (RGA 2010)	<i>Une valeur très proche de la valeur actuelle</i>	5 ans
Axe III Qualité du cadre de vie et exigences environnementales				
III.8. Préserver et valoriser la richesse et la variété de la trame verte et bleue				
Surfaces des réservoirs et corridors écologiques	CPIE Mayenne Bas-Maine	Etat à l'approbation du PLUi	Maintien des surfaces des réservoirs et corridors écologique	4 ans
Linéaire et densité du bocage	Mayenne Communauté (IGN BD TOPO)	Inventaire cartographique retenu pour le futur PLUi 3 342,9 km	Maintien, voire augmentation	3 ans
III.9. Préserver les paysages et patrimoines identitaires de Mayenne Communauté et renforcer la qualité du développement urbain et rural (Indicateurs complémentaires de ceux également suivis au titre de l'orientation III.8)				
Evolution de l'occupation des sols	MOS Pays-de-la-Loire	MOS 2017 Cf. détail partie 2.1.A	Augmentation faible des surfaces artificialisées et diminution faible des espaces agricoles, naturels et forestiers	5 ans

aura

agence d'urbanisme
de la région angevine
23, rue Thiers
49100 Angers
Tel. +33 (0)2 41 18 23 86
Fax +33 (0)2 41 18 25 93
aura@auraangevin.org
www.auraangevin.org
[linkedin.com/company/aura-angers](https://fr.linkedin.com/company/aura-angers)
www.youtube.com/watch?v=...

